

Dès réception du rapport de la Société Royale, le gouvernement a entrepris un examen interministériel des conclusions du Comité. Après plusieurs mois de discussions et de consultations entre neuf ministères et organismes - dont le ministère des Affaires extérieures, le ministère de l'Environnement, le ministère de la Défense nationale, Agriculture Canada, le ministère de la Santé et du Bien-être social et le ministère des Pêches -, le ministre des Affaires extérieures, M. Clark, a déposé le 27 juin à la Chambre des communes la réponse du gouvernement. M. Clark a déclaré:

"En règle générale, le gouvernement estime l'hypothèse de l'hiver nucléaire scientifiquement crédible, bien qu'il existe des incertitudes graves sur son ampleur et sa durée."

M. Clark a précisé que l'étude canadienne serait transmise aux Nations Unies, conformément à la résolution sur l'hiver nucléaire qui a été adoptée à la session de l'Assemblée générale de l'automne dernier. Le Canada a joué un rôle de premier plan dans l'adoption de cette résolution, qui demande à tous les États et organismes intergouvernementaux de présenter au Secrétaire général des études scientifiques sur les effets climatiques de la guerre nucléaire. Le Canada a souligné l'importance, pour les nations, d'étudier le phénomène et de faire part de leurs conclusions dans le cadre d'un "effort international pour réduire la possibilité d'une guerre nucléaire".

Comme l'a déclaré M. Clark à la Chambre:

"La présentation du rapport de la Société royale aux Nations Unies sera utile, car elle représentera l'effort du Canada visant à faire en sorte que tous les pays reconnaissent qu'en cas de guerre nucléaire, il n'y aurait que des perdants."

Le rapport de la Société Royale met en relief une fois de plus la nature catastrophique d'un conflit nucléaire. "Cela renforce notre intime conviction qu'il faut empêcher toute guerre nucléaire", a ajouté M. Clark. Notant que le rapport de la Société Royale comporte aussi "des implications en matière de sécurité nationale", M. Clark a réaffirmé l'engagement du Canada envers l'OTAN et sa politique de dissuasion "qui garantit notre sécurité depuis plus de 35 ans". Le rapport renforce en outre la conviction intime "qu'aucune guerre nucléaire ne peut être remportée dans le sens habituel que l'on donne au mot victoire". C'est pourquoi, a affirmé M. Clark, le gouvernement canadien ne cessera de faire tout en son pouvoir pour décourager la